

La sécurité alimentaire en Méditerranée (jeudi 17 - samedi 19 décembre 2009)

« Appel de Maffliers »
(France, 19 décembre 2009)

Réunis à Maffliers lors d'un séminaire international à haut niveau organisé par IPEMED et le CIHEAM-IAMM, une cinquantaine de spécialistes nutritionnistes, agronomes, économistes et acteurs professionnels des secteurs publics et privés originaires de douze pays des rives sud, est et nord de la Méditerranée, sont parvenus à la conclusion que le déficit alimentaire de la zone méditerranéenne, si on laisse se réaliser un scénario tendanciel à l'horizon 2030, ne peut que s'aggraver et faire de cette région la plus critique au monde en terme de vulnérabilité à la volatilité des cours internationaux des produits agroalimentaires et donc d'insécurité alimentaire. Or cette région a tous les moyens d'y faire face. Et elle peut, grâce à la diversité de ses traditions culinaires et de ses savoir-faire, grâce à la complémentarité climatique et économique entre ses deux rives, partir à la conquête des marchés mondiaux.

Le groupe de Maffliers recommande donc vivement que soit mise en place, dans les meilleurs délais et avec une priorité absolue, une politique euro-méditerranéenne de co-développement agricole, agroalimentaire et rural.

Face à un contexte très préoccupant marqué par de profondes disparités économiques et sociales, par la dégradation voire l'épuisement des ressources naturelles (notamment la terre et l'eau), par le changement climatique et le déséquilibre de la diète alimentaire, les acteurs publics et privés de la région euro-méditerranéenne devraient s'entendre sur un « Pacte agricole, agroalimentaire et rural », qui fixerait les grandes orientations communes à notre région, avec trois objectifs principaux. Le premier serait d'améliorer la sécurité alimentaire qualitative et quantitative des populations méditerranéennes, afin d'assurer le droit vital à l'alimentation de l'ensemble des peuples et un développement durable de la région. Le second serait de développer les territoires en mobilisant l'agriculture familiale, les réseaux de PME et TPE, les associations de producteurs, valorisant la proximité et la solidarité ancrées dans la diversité des terroirs méditerranéens. Le troisième objectif serait de créer et organiser des filières agroalimentaires compétitives capables de nourrir convenablement une population urbaine croissante et de conquérir des marchés internationaux portés par les qualités reconnues du modèle de consommation alimentaire méditerranéen.

Pour mettre ce Pacte en œuvre, pour relever le double défi de l'insécurité alimentaire et de la globalisation des marchés, le groupe de Maffliers appelle les dirigeants politiques, les responsables des organismes publics, les organisations professionnelles agricoles et les entrepreneurs (i) à ménager une période de transition vers la grande zone de libre échange agricole euro-méditerranéenne afin de permettre une adaptation des acteurs concernés aux acquis communautaires, à travers un partenariat renforcé entre les deux rives ; (ii) à associer les pays du Sud et de l'Est de la Méditerranée aux discussions sur la réforme de la PAC ; (iii) à promouvoir une politique agricole et alimentaire (PAAC) rénovée incluant les pays du Sud et de l'Est de la Méditerranée.

Le pacte agricole, agroalimentaire et rural euro-méditerranéen et les mesures politiques de son application, constitueront une véritable innovation en termes de gouvernance. Ils contribueront à l'émergence d'un espace d'un milliard de citoyens, condition mutuelle pour les Européens et les Sud Méditerranéens pour former solidairement l'une des grandes régions du monde multipolaire qui sera le nôtre demain.